

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je crois que, de l'avis de tout le monde, il vaut mieux que ceux qui vont appliquer les restrictions volontaires en établissent les critères. Bien sûr, le gouvernement a toujours appuyé les efforts de la Commission des prix et des revenus, ce qui n'est pas du tout le cas de l'opposition.

L'hon. M. Stanfield: Je voudrais poser une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le ministre entend que tout reste entièrement volontaire, qu'a-t-il à dire de la déclaration du président de la Commission selon laquelle celle-ci, en cas d'infractions, aurait recours au gouvernement pour l'application de sanctions? Le ministre dira-t-il à la Chambre quel genre de sanctions le gouvernement pourrait imposer en cas d'infraction aux critères dont on pourrait convenir?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, nous avons toujours appuyé les efforts louables de la Commission des prix et des revenus, et le gouvernement répondra à sa demande d'aide en faisant de son mieux pour épauler d'aussi louables efforts.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne pourrait-il pas apaiser l'esprit du chef de l'opposition et celui des Canadiens par l'annonce des démarches qu'il va entreprendre auprès des compagnies d'assurance-automobile pour les persuader de revenir sur leur décision de hausser les primes? Dans certains cas, cette augmentation atteindrait 13 p. 100.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, à peine de retour à Ottawa après un séjour dans la nouvelle et magnifique ville de Thunder Bay, on ne m'a pas encore signalé la chose. Je n'ai pas encore eu l'occasion de me pencher sur ce problème mais, à la suggestion de mon honorable ami, je vais le faire.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Dois-je conclure de la réponse du ministre des Finances que le gouvernement ne pense pas à appliquer des sanctions précises dans les cas de violation?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel ne cesse pas de penser; on ne peut en dire autant de l'opposition.

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Une question supplémentaire pour le ministre des Finances. Étant donné la hausse constante du coût des aliments à la consommation, la Commission des prix et des revenus cherche-t-elle

[L'hon. M. Stanfield.]

à faire cesser ces hausses de prix imposées par les conditionneurs et les distributeurs de produits alimentaires en cause?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, le ministre qui répond habituellement aux questions concernant la Commission des prix et des revenus n'est pas ici. Je vais cependant transmettre la question du député à la Commission.

[Plus tard]

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Une question supplémentaire au ministre des Finances. N'est-il pas au courant de la déclaration du premier ministre selon laquelle seulement les deux tiers de son cabinet seraient compétents?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LE CONSEIL DES SCIENCES

LA POSITION DÉLICATE DU PRÉSIDENT

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme le Conseil des sciences du Canada doit être libre d'agir dans l'intérêt bien compris de la population et comme son président actuel, monsieur O. M. Solandt, est également vice-président d'Electric Reduction Company of Canada, une société qui contribue grandement à polluer l'eau au Canada, le gouvernement songe-t-il à mettre fin à ce grave conflit d'intérêts en demandant à monsieur Solandt de démissionner?

M. l'Orateur: Le député de Cape Breton-East Richmond à la parole.

Mme MacInnis: Le premier ministre se levait pour répondre, je crois, monsieur l'Orateur.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je tentais d'obtenir de l'aide.

Des voix: Oh, oh!

Mme MacInnis: Pour faciliter les choses, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre. Comme monsieur Solandt a publiquement nié l'importance de la pollution de l'eau par les phosphates et comme son entreprise est le seul fabricant de phosphates au Canada, le premier ministre fera-t-il enquête et indiquera-t-il à la Chambre quelles mesures le gouvernement envisage?

[Plus tard]

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Une question supplémentaire au premier